



**HAL**  
open science

## Maurice Riès et ses fils Des commerçants et des diplomates français en mer Rouge (1876-1920)

Lukian Prijac

► **To cite this version:**

Lukian Prijac. Maurice Riès et ses fils Des commerçants et des diplomates français en mer Rouge (1876-1920). *Arabian Humanities*, 2004, 12, 10.4000/cy.180 . hal-02890224

**HAL Id: hal-02890224**

**<https://hal.science/hal-02890224>**

Submitted on 6 Jul 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Arabian Humanities

Revue internationale d'archéologie et de sciences sociales sur la péninsule Arabique/International Journal of Archaeology and Social Sciences in the Arabian Peninsula

12 | 2004  
Varia

---

### Maurice Riès et ses fils

Des commerçants et des diplomates français en mer Rouge (1876-1920)

Lukian Prijac

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cy/180>

DOI : 10.4000/cy.180

ISSN : 2308-6122

#### Éditeur

CEFAS

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

ISSN : 1248-0568

Ce document vous est offert par Université Bretagne Sud



#### Référence électronique

Lukian Prijac, « Maurice Riès et ses fils », *Chroniques yéménites* [En ligne], 12 | 2004, mis en ligne le 30 décembre 2004, consulté le 06 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cy/180> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cy.180>

---

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2020.



Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

---

# Maurice Riès et ses fils

Des commerçants et des diplomates français en mer Rouge (1876-1920)

Lukian Prijac

---

HISTOIRE de la mer Rouge a été souvent étudiée mais de façon superficielle et hâtive à travers l'histoire coloniale et la géopolitique. C'est pour répondre à un vœu formulé dans une étude sur Aden et la correspondance des consuls<sup>1</sup> que j'ai eu l'idée de cette monographie sur les origines de la famille Riès en mer Rouge. Engager une étude sur cette famille marseillaise, c'est toucher tout à la fois à des domaines hétéroclites comme ceux de la littérature, de l'histoire coloniale ou peu connus de l'histoire commerciale et maritime de la mer Rouge. Si ces pages portent sur le XIXe et le XXe siècles, elles privilégient la période qui s'étend de l'arrivée de Maurice Riès à Aden en 1876 à son retrait de l'agence consulaire en 1920 afin d'insister sur les origines mêmes de l'implantation de cette famille dans la région. C'est aussi une période charnière dans l'histoire de la mer Rouge avec l'arrivée des Européens sur les côtes qui font entrer la région dans l'ère coloniale et le commerce moderne.

Il est paradoxal que rien n'ait été écrit sur les négociants de la région, eux qui ont largement contribué à l'expansion économique de la mer Rouge, qui ont tenu une place éminente dans le développement du commerce moderne et ont contribué au renom de la France avec tous les aléa coloniaux et impérialistes que cela a pu comporter. Essayer de mieux connaître les négociants qui pour l'instant ne vivent que dans les archives, les évoquer non seulement dans le cadre de leurs activités professionnelles mais aussi dans leur rôle public, analyser leur comportement, décrire leur milieu familiale, les suivre dans leur vie quotidienne, leur éducation, leur mariage, c'est faire revivre un groupe social dont certains représentants ont marqué de leur empreinte l'histoire de ces pays.

Pourquoi prendre les Riès et non les Besse, Soleillet, Arnoux, de Monfreid, Savouré, Chefneux et autres ? Tout d'abord parce que je voulais traiter d'une maison familiale et non d'une biographie. Ensuite grâce aux différentes activités de la Maison Riès, on avait accès aux domaines politiques, commerciaux, maritimes et arabe ouvrant accès à d'autres sources et à de nombreuses orientations bibliographiques. Le fait que M. Riès, le père fondateur de la Maison Riès ait été le dernier associé d'Arthur Rimbaud ouvrait des pistes infinies parmi l'abondante bibliographie rimbaldienne. Ses activités consulaires durant

près de vingt ans, consignées dans les archives des Affaires étrangères à Nantes principalement, nous ouvrent une page ignorée de l'action de la France au Yémen au tournant du siècle. Les archives du vice-consulat de France à Aden récemment répertoriées<sup>2</sup> sont encore nouvelles pour les chercheurs français. Grâce à leur dépouillement, on commence à esquisser la connexion qui s'opère entre la micro-histoire locale à travers les racines phocéennes de la famille Riès et l'importance du port de Marseille dans le commerce avec Aden ou plus généralement en mer Rouge. Il aurait fallu, afin de parfaire cette étude, étudier les archives anglaises dont les rapports ne doivent pas manquer sur l'action de l'agent consulaire de France à Aden ou bien même sur l'influence commerciale de la Maison Riès à l'intérieur du Yémen ou dans la corne de l'Afrique. Ne pas négliger non plus les sources arabes ou turques. Grâce à la gentillesse de la famille Riès, que je remercie encore<sup>3</sup>, toujours dans le négoce dans la corne de l'Afrique, j'ai pu avoir droit à des explications, corrections et autres travaux sur cet article. Bernard-Yves Riès, arrière petit-fils de M. Riès m'a confirmé qu'il n'existe plus d'archives privées appartenant à la famille. Alors j'ai véritablement fouillé les archives publiques qui sont d'autant plus précieuses que rares. Elles nous livrent ainsi la vision d'un monde plus humain, plus réel et plus entreprenant du négoce comme peuvent le faire les nombreuses lettres à sa famille et cahiers de compte d'Arthur Rimbaud à Harar ou à Aden (collection de la Pléiade).

J'ai volontairement occulté la partie éthiopienne de la Maison Riès, toujours en activité, car elle nous menait hors de notre cadre naturel et chronologique afin de me concentrer sur la partie yéménite, qui est le berceau de cette famille de négociants et de diplomates en mer Rouge.

Les origines [1858-1876]

Les origines de la famille nous sont racontées par André Tian, le fils de César Tian, célèbre négociant d'Aden. Maurice Riès est né à Marseille le 29 novembre 1858 (mort en 1945). Ce dernier était le fils de Joséphine Ferry (née en 1830), la femme de ménage du bureau de Paul Tian, frère de César Tian de vingt ans plus jeune que son mari, Albert, Adolphe Riès (né en 1810), contremaître de métier. Il eut Maurice Riès à l'âge de quarante-huit ans. A. Tian précise : « Il reçut l'instruction primaire que dispensait à l'époque les Frères des Écoles Chrétiennes : lecture, écriture, grammaire, les quatre règles et des rudiments de littérature, d'histoire et de géographie »<sup>4</sup>

M. Riès se marie une première fois avec une femme du nom de Guignion<sup>5</sup>. Remarié le 11 juillet 1903 à Marseille après une période de veuvage, avec Berthe, Françoise, Marguerite Castellini<sup>6</sup>.

Maurice Riès, employé de la Maison Tian à Aden [1876-1891]

César Tian qui joua un rôle considérable dans la vie du jeune M. Riès, est né à Marseille en 1839. Il arriva à Aden en 1869 en passant le canal de Suez le jour de son inauguration dans le sillage du yacht de l'Impératrice Eugénie<sup>7</sup>. Employé de la Maison Roux de Frayssinet, maison de commerce et de banque à Marseille qui possède également des comptoirs à Zanzibar<sup>8</sup>, il fonda à Aden-Camp une maison de commerce spécialisé dans l'import-export de peaux, de gommes, de plumes d'autruches et principalement de café<sup>9</sup>. Il fait rapidement fortune et installe sa factorerie sur la place à chameaux dans la vieille ville<sup>10</sup>. Sa générosité et son hospitalité sont légendaires parmi les voyageurs français de pas-sage à Aden comme l'atteste les écrits de Jules Borelli [1853-1941] ou ceux de Georges Révoil [1852-1894]. Cette générosité se retrouve dans le fait que C. Tian fait venir le jeune M. Riès en 1876 alors âgé de dix-huit ans, pour Aden et lui offre une place d'employé comptable.

Afin de parfaire sa formation dans le commerce local, M. Riès part ouvrir une succursale de la Maison Tian à Hodeïda<sup>11</sup>. Il y passe quatre ans. Son activité étant axé uniquement sur le commerce du café. Le 17 janvier 1941, M. Riès écrit à A. Tian : « En 1880 ! À Aden ? J'étais bien jeune encore sans expérience relativement à son négoce et aux personnes l'exerçant ; je terminais mon noviciat de quatre années au titre de commis aux écritures et je partais à Hodeïda, Moka, y créer, la diriger, la succursale de notre éta-blissement visant seul le commerce du roi des cafés<sup>12</sup>. Cette seconde période de formation spéciale me valut quatre années de travail assidu, et, vous le concevez, un éloignement encore plus prononcé de toute autre occupation<sup>13</sup> »

En 1880, il revient à Aden-Crater à la maison-mère. Durant onze ans, M. Riès travaillera pour C. Tian tantôt à Aden tantôt à Marseille. Il retourne très souvent en Europe remplacer P. Tian, gérant de la maison à Marseille et malade. Il habite alors à Endoume<sup>14</sup>. En 1891, M. Riès devient l'associé à part entière de C. Tian. Celui-ci l'annonce à tous ses fournisseurs ainsi qu'à sa clientèle dans une lettre datée du 01 septembre 1891 : « Aden, 1er septembre 1891 J'ai l'honneur de vous informer que j'associe à mes affaires d'Aden M. Maurice Riès, mon dévoué collaborateur et fondé de pouvoir depuis 15 ans, qui va reprendre la direction de ma maison d'Aden avec la signature sociale. Veuillez agréer, etc., etc. [...] »<sup>15</sup>. En 1909, M. Riès, au moment de la retraite de C. Tian, devient l'unique successeur de la Maison Tian et Riès en son nom et compte propre. On peut alors se poser la question de savoir comment en 1891, un simple employé tout comptable qu'il soit, a-t-il pu d'abord s'associer puis racheter la société de son employeur et patron. Quel était le véritable rôle de M. Riès au sein de la Maison Tian ?

L'associé d'Arthur Rimbaud [1887-1891]

En 1880, Arthur Rimbaud [1854-1891] quitte l'île de Chypre pour Alexandrie afin de rechercher du travail. Depuis l'ouverture du canal de Suez, de nombreux européens avaient ouvert des comptoirs dans les ports de la mer Rouge et recrutaient facilement des compatriotes. Après s'être essayé à Jeddah, Sawakin, Massawa, Hodeïda, Rimbaud arrive à Aden [08-1880] où il entre à la Maison Viannay, Bardey et Cie. Il ne quittera la région que onze ans plus tard afin de faire soigner sa jambe malade sans savoir qu'il ne reviendrait jamais en Afrique.

Durant toutes ces années et selon l'humeur, Rimbaud travaillera tantôt pour Bardey<sup>16</sup> [1854-1934] tantôt à son compte entre Harar, Zayla et Aden.

Rimbaud associé de la Maison Tian et Riès

Après la prise de Harar en février 1887 par les troupes choanaises, la nouvelle province est gouvernée par le propre cousin du roi Ménélik, le daggazmac Mäkwännen, homme ouvert qui ramène la paix nécessaire au commerce.

Aucune des agences françaises d'Aden n'ayant d'agent dans la région et jugeant que la situation politique était désormais suffisamment stable pour que l'on s'y risquât à y entreprendre à nouveau des affaires, Rimbaud avait pris la décision de s'installer à son compte à Harar. Sans avoir de véritable patron, il allait cependant travailler en relation étroite et sous la dépendance partielle de C. Tian<sup>17</sup>. L'association daterait de mars 1888 selon le témoignage d'A. Tian et confirmé par M. Riès dans une lettre du 12 mai 1939<sup>18</sup>. Un axe commercial allait ainsi s'établir entre C. Tian à Aden, A. Rimbaud à Harar et Alfred Ilg<sup>19</sup> au Choa avec qui ce dernier était également en affaires.

En novembre 1890, A. Rimbaud décide de liquider ses affaires avec la Maison Tian et dans sa hâte refuse des commandes de Ménélik et de Mäkwännen afin de rejoindre au plus vite

la côte. Mais il s'exécute seulement au mois d'avril 1891 au moment où sa jambe devient raide. Arrivée à Aden ce même mois, il est logé chez C. Tian le temps de liquider leurs affaires communes.

Les relations entre C. Tian et M. Riès ne sont pas au beau fixe à l'été 1891 comme le raconte A. Tian, qui ne portait pas M. Riès dans son cœur. Dans un article sur Rimbaud au *Mercure de France* : « [...] nanti de son titre d'associé de C. Tian, il va voir celui qu'il a détesté et craint comme un rival, qui gît torturé par le cancer qui se généralise, sur son lit d'agonie ». Calomnie gratuite d'un fils défendant son père ? Pas forcément car C. Tian écrit à A. Rimbaud hospitalisé à Marseille le 11 juin 1891 : « Le souvenir que j'ai gardé de la conversation de quelques minutes que nous avons eu[e] ensemble à propos des difficultés existant entre M. Riès et moi, dit-on, difficultés dont vous même m'av[ez] paru fort au cou-rant, ne me permet pas de saisir le rapport qui peut exister entre cette conversation et les conseils que vous voulez bien me donner et dont je vous suis très reconnaissant. Mon désir a toujours été et est toujours de céder ma maison ou de m'entendre d'une autre façon avec M. Riès. De là, deux combinaisons, la première que vous soulignez dans votre lettre, à mes préférences, et j'ai bon espoir que d'une façon ou de l'autre nous arriverons à nous entendre. »

M. Riès pouvait avoir toutes les craintes que C. Tian préfère A. Rimbaud comme associé et que l'affaire sans aucun doute préparée depuis longtemps, ne lui file sous le nez. Mais, trois mois après cette lettre, M. Riès devenait l'associé à part entière de C. Tian.

Il n'est pas possible de s'étendre ici sur les relations entre Riès et Rimbaud. Mentionnons cependant que M. Riès visita plusieurs fois A. Rimbaud sur son lit d'hôpital à Marseille; mais ces visites étaient sans doute moins motivées par la compassion que par une affaire d'importation d'armes au Saza<sup>20</sup>.

#### Les négociants [1876-1920]

Les Riès sont avant tout des négociants. Nous avons vu comment M. Riès, le fondateur, monta sa propre maison en s'associant dans un premier temps à son employeur,

C. Tian. La maison déjà prospère, possède des agences sur toutes les côtes formant le golfe d'Aden (Djibouti, Obock, Zayla, Aden), en mer Rouge (Hodeïda, Moka) mais aussi en Abyssinie (Harar, Addis Abeba) et aux Indes (Bombay). M. Riès, qui s'assurait des ressources dans cette partie du monde, s'occupait aussi des débouchés en Europe où il passait une grande partie de son temps (Marseille, Paris).

C'est de Marseille que tout se décidait. Paul Tian, qui aidait son frère à gérer son affaire, était souvent assisté de M. Riès qui faisait de fréquent séjour dans la cité phocéenne. La fortune de Marseille, port colonial par excellence fut faite par des négociants comme la Maison Tian et Riès. La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est l'âge d'or de la ville du point de vue commercial et industriel, grâce à l'ouverture du canal de Suez, aux lignes régulières entre l'Europe et l'Asie, en pensant plus particulièrement aux M.M. et à leur flottille de bâtiments à vapeur. Les armateurs ou banquiers de la cité phocéenne qui ont toujours regardé du côté de la mer et de l'outre-mer, ont largement contribué au développement du commerce moderne et à l'implantation européenne en mer Rouge comme par exemple les armateurs Bazin et Rabaud qui achetèrent Shaykh Sa`ïd en 1868. La conjoncture économique mondiale favorable et la stabilité politique que les Anglais ont apporté dans l'escale d'Aden arrive à compenser l'instabilité endémique de l'intérieur, que cela soit en Afrique ou en Arabie. Les Français représentaient la deuxième puissance économique de l'empire Ottoman en 1900. Mais contrairement à toutes les autres puissances

européennes commerçant avec les provinces arabes de l'empire Turc, les importations de la France repré-sentaient un peu plus du double de ses exportations, ce qui est flagrant quant on étudie un peu le négoce de l'entreprise Riès. Ce déficit était dû au fait que les produits Français se vendaient, sur le marché Turc, à des prix trop élevés par rapport à ceux des pays concurrents<sup>21</sup>.

L'implantation de la maison mère à Aden, d'abord décidée par C. Tian, fut gardée par M. Riès pour les raisons suivantes. Aden est tout d'abord la principale plaque tournante commerciale de la région qui trafique surtout avec les ports étrangers et plus particulièrement ceux de l'Indes, ce qui peut se comprendre. La conception portuaire et la géographie politique coloniale de la colonie d'Aden fait que le commerce avec l'intérieur de l'Arabie représente des flux commerciaux négligeables. Les principales exportations partent en France (café, aromates, épices<sup>22</sup>, gommages<sup>23</sup>, myrrhe, copal, benjoin, plumes d'Autriche, ivoire, métaux précieux, musc, civette, encens, nacre<sup>24</sup>, peaux). En numéraire cela représente une somme de 5.748.060 francs de l'époque (1894) contre par exemple seulement 3.928.438 francs pour l'Angleterre. Ce sont les importations françaises qui font mauvaises figures. La France (349.326 francs) arrive très loin derrière des pays comme l'Angleterre (6.053.602 francs), l'Autriche (3.860.341 francs), les États-Unis (2.616.949 francs), voire même l'Égypte (735.642 francs).

Pourquoi cet échec ? Selon le consul de France dans son rapport sur le commerce d'Aden en date de 1895, la faute incombe aux commerçants français et au système commercial français : « Elles ne demanderaient (les exportations) à nos négociants pour réussir que de se montrer plus actifs et surtout plus entrepreneurs »<sup>25</sup>. Les négociants ne sont pas seulement en cause : les produits français en général de bonne qualité sont chers, les agents de souche française sont rares et ils ne se plient que très rarement aux us et coutumes commerciales locales. En général les négociants français achètent des produits d'origine autrichienne plutôt bon marché car à Aden les produits sont faits pour être échangés sur la côte d'Afrique ou en Arabie où l'on se moque de leur qualité. Le fait qu'Aden soit un port, les produits vendus sur place sont rares et ils ne font que passer ou être échangés. Le consul regrette également que les agences françaises n'est pas d'agent dans leur succursales d'origine française qui aurait la possibilité d'étudier les marchés locaux afin de faire fabriquer et d'importer des produits plus adaptés aux marchés locaux. De plus, les maisons françaises demandent à être payées d'avance sans accepter le mode de règlement en vigueur dans le pays qui est d'expédier une commande avec une traite documentaire. Si les maisons françaises avaient un agent français sur place, celui-ci aurait eu tout loisir de se renseigner sur la solvabilité de son client.

L'agence que M. Riès connaissait le mieux pour y avoir fait ces premières armes en 1876, est celle d'Hodeïda. Hodeïda est un port<sup>26</sup> sur les bords de la mer Rouge se trouvant à l'époque en territoire turc (empire Ottoman). C'est là qu'arrivait les cafés ainsi que divers autres produits de l'intérieur du Yémen. En général l'agence est tenue par un agent de la Maison Riès d'Aden. En 1904, c'est Issac Tayar mais en 1911, M. Riès y restera six mois pour régler personnellement diverses affaires<sup>27</sup>. Il faut dire que les négoce ne sont pas toujours faciles. À prendre pour preuve ce procès entre la Maison Riès et des créanciers toujours à propos de café : « [...] d'autre part, je me permets de solliciter votre appui pour le recouvrement des créances suivantes :

Sayd Mohamed Karar de Badjel	120.50
------------------------------	--------

Sayd Abkar Ben Ahmed de Derivali	235
Sayd Mohamed Hussain Emir de Marawa	498
Sayd Ali Saïd de Kotey	1528.25
Izzî Mahmood de Hodeyda	100

Il s'agit de fonds que j'ai avancés aux sussignés lesquels devaient, en retour, m'adresser des consignations de cafés [...] ».

Ou cet autre exemple où en mai 1900, le magasin<sup>28</sup> de la Maison Riès se fait cambrioler cent une peaux prêtent pour l'exportation. On en retrouvera quarante-cinq seulement ainsi que trois des voleurs et au grand étonnement de M. Riès, nullement le reste. Cette agence eut des soucis en 1912 au moment du bombardement de la ville par les Italiens alors en guerre contre la Turquie.

Les Riès comme au temps de l'agence Tian, exportaient surtout du café. Selon le consul de France à Aden, P. Guès, dans son rapport commercial en date de 1894, le café cultivé dans les districts montagneux du Yémen connu à Aden sous le nom de Djebeli ou Mokha compte un grand nombre de variétés qui toutes tirent leur noms des districts producteurs. Le café d'Harar est moins estimé quoique aussi bon au dire des connaisseurs selon le consul. Le café se vend en *frazella* (poids qui égale à 30 ¼ de livre anglaise) et ses prix varient suivant la qualité et la quantité arrivée sur le marché en une année<sup>29</sup>. En 1926, l'agent consulaire de France à Aden, René Candy, de la Maison Riès, reçut une lettre du Résident supérieur au Annam (Indochine Française), lui demandant des grains de semences de caféiers du Harar et d'Éthiopie. R. Candy lui répondit : « J'ai transmis votre demande à la Maison française Maurice Riès et ses Fils, établie dans nos pays et en Abyssinie depuis 1865 qui se fera certainement un plaisir de vous donner satisfaction »<sup>30</sup>.

Les révoltes yéménites, la guerre italo-turque, la première guerre mondiale rendirent le commerce au Yémen des plus aléatoire pour une maison européenne. La Maison Riès sut reprendre les anciennes agences Tian en Afrique et se diversifier d'un point de vue géographique pour ne pas être dépendant des aléas politiques yéménites.

M. Riès et ses fils se sont-ils toujours considérés comme les héritiers de C. Tian ou est-ce par intérêts commerciaux afin de montrer le sérieux et la solidité de l'entreprise que sur les papiers à en-tête de la Maison Riès, ceux-ci conservées le fait que l'entreprise fut créée en 1865 ?

L'agence consulaire de France à Aden [1897-1920]

Ce chapitre est écrit à partir de la récente étude d'Alain Rouaud concernant le vice-consulat de France à Aden de 1850 à 1900<sup>31</sup> ainsi que sur diverses notes prises dans les papiers d'archives du CADN<sup>32</sup>.

Le vice-consulat de France à Aden

Suite à une affaire de pillage, les Anglais profitent de ce prétexte pour s'installer à Aden le 16 janvier 1839 et y fonder une colonie. Aden, carrefour entre la Route des Indes et l'Afrique est un port qui se développe considérablement au XIXe siècle.

Les Français ne sont pas absents. Les Messageries Nationales (Impériales puis Maritimes) sont créés en 1851. Les bâtiments de la compagnie circulant sur la ligne de l'Indochine



font rapidement relâche à Aden notamment pour le charbon après l'ouverture du canal de Suez [1869].

La France ouvre une agence consulaire en 1857 qui dépend des consulats de France en Inde<sup>33</sup>, le ministère des Affaires étrangères gardant le même découpage politico-diplomatique que celui des Anglais. Le premier titulaire est un personnage bien connu des chercheurs travaillant sur la région : Henri Lambert<sup>34</sup>. L'histoire de la représentation française à Aden est rythmée par des hésitations et des rivalités. Hésitations de l'administration qui devant le volume des affaires et périodiquement tentée de la transformer en un consulat de plein exercice confiée à des agents de carrière. À cela, répondent les réticences des M.M. qui ont naturellement intérêt à conserver l'agence telle quelle<sup>35</sup>. Pour cela les M.M. s'opposent principalement à la Maison Riès.

Riès, père et fils : agents consulaires de France à Aden

En mars 1881, le quai d'Orsay transforme le poste en vice-consulat et le confie à des agents de carrière, mais en cas de vacance la gérance est confiée à des agents des M.M. Après Pierre Guès qui quitte Aden pour Jeddah en 1897, la gérance en est confiée à M. Riès dont la signature apparaît dès la date du 9 novembre<sup>36</sup> de la même année. L'agence restera dans la famille Riès jusqu'en 1920 et dans la Maison Riès jusqu'en 1928<sup>37</sup> avant de revenir aux M.M.

Pourquoi avoir pris M. Riès comme agent consulaire et faire ainsi une entorse à la tradition des agents consulaires français à Aden dépendant des M.M. ? Quelles relations entretenaient M. Riès et de Belabre pour que ce dernier l'impose à son poste ? Est-ce pour le poids économique et politique<sup>38</sup> que représente la Maison Riès à Aden ?

M. Riès a été muté en 1897 mais l'A.D.C. de 1898 (:32) mentionne un Louis Fradin de Belabre<sup>39</sup>. C'est ce dernier qui fera un rapport aux Affaires étrangères sur le fait de fermer le vice-consulat d'Aden. Les arguments sont simples : de Belabre, parti seize mois en déplacement a donné la gérance du vice-consulat à M. Riès<sup>40</sup> qui : « au vu du peu d'activité a parfaitement rempli son rôle ». De plus, de Belabre constate une baisse du trafic maritime français<sup>41</sup>, des dépêches consulaires et des recettes. En 1898, seul le consul américain et le vice-consul de France sont de Carrière. Il en conclut : « Dans ces conditions, il semblerait indiqué que la France dont les intérêts (maritiment parlant) sont encore moindres à Aden, n'ait ici qu'une agence qui pourrait être confiée à la Maison française César Tian, une des plus importantes de toute l'Arabie, établie depuis plus de trente ans, universellement connue et estimée et dont le directeur à Aden, M. Riès, conseiller du commerce extérieur, un homme actif, intelligent et énergique, pourrait être le titulaire. »

<sup>42</sup>

L'A.D.C. de 1899-1900 (:35), celui de 1901 (:34) et celui de 1903 (:34) donne Nooman Kouri comme vice-consul à partir du 13 octobre 1899 ; sa notice personnelle laisse toutefois supposer qu'il n'a pas été installé et pour cause. En étudiant son dossier personnel aux Affaires étrangères à Paris<sup>43</sup>, on s'aperçoit que Nooman Kouri [1856-1910], diplomate français d'origine libanaise (naturalisé en 1886), arrive en Éthiopie en 1898 comme détaché des Affaires étrangères auprès de Léonce Lagarde, ministre plénipotentiaire de France en mission extraordinaire auprès du négus Ménélik. Aucune représentation officielle et surtout budgétaire n'étant encore présente en Éthiopie avant 1903, Nooman Kouri fut rattaché auprès du vice-consulat de France à Aden jusqu'en mai 1903, date de la création du vice-consulat de France à Dire Dawa dans la province du Harar en Éthiopie dont il fut le premier titulaire. Cette absence physique du titulaire fut une chance pour M. Riès<sup>44</sup> qui géra le consulat d'Aden durant cette époque en alternance avec C. Tian<sup>45</sup>.

Le vice-consulat de France à Aden est supprimé en avril 1903. S'ouvre alors une simple agence dont le titulaire est M. Riès [1903-1918]. Aden dépend directement de Londres jusqu'en 1906. Ensuite elle revient dans la circonscription consulaire de Bombay.

Le 8 novembre 1909, M. Riès est nommé vice-consul honoraire pour service rendu sans transformer pour autant l'agence en vice-consulat.

L'activité consulaire des Riès est multiple. Les actes les plus nombreux, et cela se comprend aisément, sont ceux de navigation. Ensuite viennent tous les actes de vie courante d'un consulat comme les légalisations de signature, les délivrances de passeports, visa, patentes de santé, etc. L'agent consulaire dispose des pouvoirs d'officier d'État civil, de notaire, de dépôts, d'immatriculation<sup>46</sup>, d'administrateur de la Marine, de correspondre directement avec le quai d'Orsay et de pouvoirs judiciaires. Tous ces pouvoirs spéciaux font agir l'agent consulaire d'Aden comme un véritable consul de carrière. Ces pouvoirs datent du 3 décembre 1903 au moment où M. Riès est en poste.

Mais les activités consulaires de M. Riès et de ses fils ne s'arrêtent pas à l'agence consulaire de France à Aden. Depuis juillet 1900 et sur demande du gouvernement impérial russe, ils ont aussi la gérance du consulat de Russie à Aden. Un peu plus tard celle d'Espagne.

Paul Riès : la gérance par intérim

Bien que M. Riès en soit le titulaire, dans la réalité c'est son fils Paul<sup>47</sup> qui détient les tampons avec le titre de « commis attaché à l'agence consulaire de France à Aden ». Ce dernier est né en 1885 à Marseille. P. Riès restera négociant afin de pourvoir à la gestion de la Maison Riès, qu'un diplomate, contrairement à son frère Adolphe.

On retrouve dans les archives de nombreux rapports de fonds concernant les activités politiques des tribus yéménites surtout au moment de la révolte de certaines d'entre elles en 1909<sup>48</sup>. Ce sont les activités mercantiles des Riès qui leur permettent d'être au courant des affaires politiques, dont ils ne prennent surtout pas part. P. Riès raconte dans son rapport sur les troubles au Yémen qu'il a obtenu ses informations par l'intermédiaire d'un marchand de l'intérieur. Ce qui a motivé P. Riès à écrire, ce sont les : « [...]folles rumeurs des journaux turcs et égyptiens (voir métropolitains) sur les troubles au Yémen qui affirme que les deux révoltes voudraient faire de l'Arabie une sorte d'empire d'Arabie, une espèce de khalifat dont ils voudraient doter le Yémen. »

P. Riès analyse ces rumeurs comme absurdes : « [...] car le Yémen pullulent de nombreux petits royaumes trop fiers de leur indépendance pour être sous la tutelle d'un chef unique. De même malgré la religion unique, les sunnites qui admettent l'autorité turque s'opposent aux chiïtes qui la rejettent. »<sup>49</sup>

Une chose est sûre, affirme-t-il, ce ne sont pas les Anglais qui attisent la révolte pour voir un jour le Yémen tomber dans leur escarcelle. Les Anglais peut-être pas, malgré que l'on puisse en douter, mais en ce qui concerne les Italiens, la chose est reconnue. Durant la guerre italo-turque de 1911 au sujet de la Cyrénaïque, les Italiens intensifient leurs mouvements militaires en mer Rouge et leurs actions subversives au Yémen. Tout était fait pour interdire la contrebande entre la Cyrénaïque et la mer Rouge, affaiblir la puissance turque en Arabie afin de leur faire perdre la Mecque pour ruiner l'influence de la Turquie sur le plan religieux. L'Italie pour atteindre cet objectif allait utiliser les révoltes des dernières années en aidant l'imam Yahyâ ainsi que le chef des `Asîr, Sayyid Muhammad b. `Alî al-Idrîsî<sup>50</sup>, rendant le pays peu sûr. Hodeïda et Moka, où sont installés

des comptoirs de la Maison Riès, furent bombardées par les Italiens et un blocus des côtes, établi, interdisant ainsi tout commerce avec l'extérieur, tout au moins par voie maritime.

P. Riès écrit également des rapports sur les activités des Anglais au Somaliland<sup>51</sup> en guerre contre le *Mad Mulla*<sup>52</sup>. La position de carrefour qu'est Aden, permet de savoir plus de chose sur la côte africaine qu'en Afrique même. On retrouve également des rapports sur le port d'Aden où P. Riès décortique les conditions de dragage du port, la perception des impôts, des projets à l'étude concernant l'eau potable, le tramway, etc<sup>53</sup>. On retrouve aussi des rapports sur Shaykh Sa`îd, ancien territoire français<sup>54</sup> où les Turcs possèdent un fortin. L'agence consulaire règle également toutes les relations entre la C.F.S. et l'Inde surtout en ce qui concerne les nombreux commerçants indiens présents sur le territoire qu'ils soient sujets anglais ou des comptoirs français. Il eut également à gérer les conséquences du naufrage du bâtiment de commerce anglais Fifeshire au large du cap Gardafui. Le bâtiment anglais venait d'Adélaïde en Australie et se rendait à Londres. C'est le paquebot des M.M., l'Adour, qui sauva trois des quatre canots mis à la mer, soit un total de soixante quinze personnes<sup>55</sup>.

L'agence consulaire reçoit en septembre 1912 les sept premiers fascicules d'un dictionnaire français-arabe dont l'auteur est le lieutenant Depuis<sup>56</sup>, de l'infanterie coloniale basé à Djibouti. Ce dernier précise : « Cet ouvrage n'ayant pas de similaire pour ces régions, ni en français, ni en langue étrangère, pourra rendre service aux nombreux euro-péens appelés par leurs occupations en Afrique orientale ou en Arabie méridionale »

<sup>57</sup>.

Adolphe Riès : la Première Guerre Mondiale à Aden

Adolphe, Alexandre Riès est le second fils de M. Riès. Il est né à Marseille le 20 août 1886. Il arrive à Aden en 1913 à l'âge de vingt-sept ans afin de seconder son père dans les affaires. C'est la mobilisation<sup>58</sup> de son frère Paul<sup>59</sup> en 1914 qui lui ouvre les portes de l'agence consulaire de France à Aden le 15 août 1914. En fait A. Riès fera toute la guerre en tant qu'intérim de son père qui reste le titulaire du poste.

Aden durant la Première Guerre Mondiale fut assiégé par les Turcs aidées de militaires allemands<sup>60</sup> après une offensive sur le Lahdj<sup>61</sup>. C'est le général turc Sa`îd `Alî Pasha qui commandait la région. Son action ne s'arrêtait pas aux frontières du Yémen. C'est lui qui organisait toutes les actions subversives en Afrique, principalement dans les colonies européennes mais aussi en Éthiopie. Il offrit au *Mad Mulla*, au nom du sul-tan de Constantinople, la protection de la Turquie et la reconnaissance d'un émirat pour tous les Somalis<sup>62</sup>. En CFS, Sa`îd `Alî Pasha entretenait de nombreuses intelligences parmi la population<sup>63</sup> ainsi que des relations privilégiés avec le consul turc d'Harar qui joua un rôle fondamental dans le soutien au *leg Iyasu* dans sa tentative d'islamisation de l'Éthiopie. A. Riès le rencontrera à la fin de la guerre comme nous le verrons plus bas.

A. Riès remplit parfaitement son rôle d'allié en secondant le gouverneur Anglais de la place d'Aden notamment au moment où les événements s'aggravèrent en 1915. Le gouverneur demande alors à A. Riès de mettre à sa disposition les six cents hommes de troupes français en escale sur le bâtiment des M.M. al-Qantara venant de Madagascar et se rendant sur le front d'Europe afin d'aider les Anglais à soutenir le siège turc de l'hinterland d'Aden. Cet épisode fit écrire une correspondance nombreuse entre Paris et Aden que l'on retrouve dans les archives. En fait, le bâtiment repartira sans débarquer ses hommes à Aden.

À la demande des autorités navales françaises [Division navale de l'océan Indien], A. Riès se doit de les renseigner sur les mouvements de navires dans le port d'Aden, d'aider au débarquement des soldats malades afin qu'ils se fassent soigner dans les hôpitaux anglais, de réquisitionner tout navire susceptible d'aider à l'effort de guerre comme en août 1914 avec l'Océanien. En décembre 1914, A. Riès dû faire face à la principale conséquence du blocus d'Hodeïda par la flotte anglaise : l'emprisonnement des consuls de France<sup>64</sup> et de Grande-Bretagne.

La navigation maritime fut bien sûr restreinte, notamment entre la côte africaine et l'Arabie. A. Riès fit le négociateur entre Anglais d'Aden et Français de Djibouti [novembre 1915] afin de trouver un accord dont le principal but était de circonscrire la contrebande entre les deux rives de la mer Rouge. C'est alors que naît l'affaire Besse/de Monfreid. Henri de Monfreid [1879-1974], navigateur, négociant ou plutôt trafiquant, s'adonnait au trafic d'armes et autres marchandises en tout genre entre la côte africaine de la mer Rouge et l'Arabie, au grand dam des gardes-côtes Anglais. Monfreid qui voulait monter une entre-prise de perles aux îles Fârsan' (et éventuellement les annexer au nom de la France) est lâché par les autorités françaises de Djibouti. Celui-ci est alors réduit à s'associer avec quel-ques entrepreneurs locaux afin de subvenir à l'entretien de ses bateaux et de ses équipages. En 1915/1916, Monfreid fréquente assidûment le port d'Aden et fait du cabotage entre l'Arabie et Djibouti. C'est alors qu'intervient Antonin Besse<sup>65</sup>, négociant français installé depuis 1899 à Aden. Les deux hommes décident de construire un bateau de plus de 100 tonnes pour faire du cabotage dans toute la mer Rouge. Le prix du fret ayant beaucoup augmenté pendant ces années de guerre, les affaires deviennent rentables. A. Besse avance l'argent tandis que Monfreid en surveille la construction. Le lancement du bateau a lieu le 21 avril 1917. Mais les autorités anglaises réquisitionnent le bateau (nous sommes en temps de guerre) et iront jusqu'à l'acheter. Monfreid proteste en clamant que le bateau lui appar-tient et se fait expulser d'Aden le 08 août 1917<sup>66</sup>. Outre cette affaire de bateau, les Anglais lui reprochent ses activités de contrebande entre les deux rives mais surtout d'être un agent de renseignement<sup>67</sup>. A. Besse insiste auprès des autorités anglaises pour que ces boutres puissent faire du cabotage entre Aden et Djibouti. Les Anglais lui répondent par l'intermé-diaire d'A. Riès qu'il n'en est pas question car le blocus de l'Arabie l'interdit et que : « M. de Manfred » (sic) est de la partie. A. Riès défend A. Besse auprès des autorités de Djibouti : « Je suis assez intime avec ce Monsieur [Besse] et j'ai assez d'estime pour lui, pour le défendre si besoin était, il le sait d'ailleurs lui même, mais tel n'est pas le cas. Si je vous ai télégraphié comme je l'ai fait et je tiens à sa présence immédiate ici, c'est afin de couper court sans tarder à certaines insinuations au sujet de sa prétendue association avec Monsieur de Manfred [sic]. Il a ses livres, ses pièces, lui seul peut me les fournir pour les soumettre au besoin aux autorités locales. Monsieur Besse me connaît assez et il sait trop bien qu'il peut compter sur moi pour qu'il ne comprenne pas parfaitement la pensée qu'il me fait agir. »<sup>68</sup>. Cette explication de texte pour le gouverneur de Djibouti, a pour but que ce dernier puisse intercéder auprès de son homologue d'Aden, afin de rendre le bateau à la Maison Besse. Une solution sera trouvée en septembre 1917 ... sans Monfreid. C'est le gouverneur de Djibouti en personne qui demande à A. Riès en début 1919 de lever l'interdiction de séjour de Monfreid à Aden<sup>69</sup> maintenant que la guerre est finie. Celle-ci sera levée le 14 février 1919<sup>70</sup>.

Les relations d'A. Riès avec les autorités françaises les plus proches : Djibouti, sont bonnes. Il n'hésite pas à mettre à profit ses excellentes relations<sup>71</sup> avec le général Stewart

pour la cause française. À commencer par le ravitaillement de la côte Française des Somalis dont il se fera une priorité en tant qu'agent consulaire de France à Aden. Il n'arrêtera pas d'harcèler le gouverneur d'Aden afin de pouvoir expédier quelques sacs de blé ou de *doura*. Le problème est qu'Aden ne produit rien. C'est tout juste une escale et le protectorat anglais importe tout, principalement d'Inde. Or en Inde, durant cette période de guerre, c'est la famine<sup>72</sup> et les denrées d'Aden sont comptées. Il n'est alors pas question d'exporter quoi que ce soit sur Djibouti. A. Riès n'hésite pas à impliquer la Maison Riès afin d'organiser le ravitaillement de Djibouti à partir de sa filiale de Bombay mais sans résultat car les Anglais restent hermétiques à toutes exportations<sup>73</sup>. Les affaires de contrebande et d'es-pionnage occupent aussi une grande partie des archives. Notamment celle concernant l'arrestation de l'allemand Gurk sur le territoire de la colonie française. Les dépêches codées qu'il possédait sur lui au moment de son arrestation sont envoyées à Aden pour être traduites. Les Anglais se plaignent des feux (où plutôt des signaux) que leur Marine auraient aperçu entre Khor `Angar<sup>74</sup> et Shaykh Sa`îd, des boutres partant de cette même côte nord et qui traverse sans soucis le détroit pour aller en territoire turc chercher du courrier de Sa`îd `Alî Pasha pour des officiers allemands présents en Éthiopie. Les Anglais, via l'agence consulaire de France à Aden, demande à Djibouti des mesures de surveillance plus strictes.

Le gouverneur de Djibouti fait souvent appel à A. Riès pour recommander par exemple le chef de la municipalité d'Addis Abeba qui vient faire des achats à Aden<sup>75</sup>, de gérer au mieux les affaires des Éthiopiens présents en Arabie du Sud<sup>76</sup>, des achats d'armes pour le gouvernement éthiopien<sup>77</sup>, aider des ressortissants de la colonie emprisonnés par les autorités anglaises, s'occuper des laissez-passer pour la C.F.S., prendre des photographies des mosquées d'Aden afin de choisir la plus jolies pour la construire à Djibouti, de régler les histoires de câble entre Aden et Djibouti qui empoisonnent les communications des Français dans la région.

Le 6 novembre 1918, le général Stewart, commandant les troupes Anglaises d'Aden et Sa`îd `Alî Pasha, commandant turc de la région de Lahj signe un armistice suspendant les hostilités pour une durée indéterminée en attendant des pourparlers plus avancés. Pour A. Riès cette période de l'armistice anglo-turc va être une période délicate du point de vue diplomatique. L'agent consulaire, ici ne se contente plus de son rôle administratif mais joue pleinement dans la cours diplomatique dont il n'est pas sûr que cela soit de sa compétence. On retrouve cette impression de distance vis-à-vis de cette responsabilité dans les écrits d'A. Riès.

Le gouverneur d'Aden demande à A. Riès de venir participer aux négociations de paix. L'idée du gouverneur Anglais est louable de vouloir associer un allié aussi modeste soit-il que l'agent consulaire de France à Aden. Mais en lisant les archives, on s'aperçoit que le gouverneur Anglais n'a pas invité le consul mais le négociant bien connu des tribus locales de l'intérieur du Yémen et sachant parler l'anglais et l'arabe couramment. Les négociations tournent au tragi-comique dont A. Riès fut l'acteur involontaire. Tout d'abord la quasi totalité des officiers turcs parlent un français irréprochable au grand dam des Anglais. Ensuite au fur et à mesure des négociations, les Turcs préfèrent s'adresser directement à l'agent consulaire de France et à la France qu'aux Anglais et en arabe pour que ces derniers ne comprennent pas mettant ainsi A. Riès dans le plus grand embarras : « Plus tard après le dîner, Sa`îd Pacha, qui -à ce qu'il m'a dit -avait été renseigné sur moi par les indigènes, m'a adressé la parole en Arabe, préférant causer avec moi sans être compris de notre entourage. Je lui ai fait comprendre que je ne pouvais agir

ainsi par déférence pour mon hôte et que je n'avais d'ailleurs pas le droit d'entendre des choses que le général ignorait. Mais comme le pacha insistait, en m'adressant la parole en Arabe, j'ai profité de ce que le général venait près de nous, pour le saisir de l'incident [...] Fort aimablement le général Stewart m'a prié de faire ce que Sa`ïd Pacha me demandait, en me demandant toutefois de lui communiquer ce qui paraîtrait intéressant. [...] Le Pacha m'a parlé de la guerre européenne qui a ruiné son pays (ce sont ces propres termes) [...] Il se dit Circassien, apparenté à la famille actuelle du Sultan d'Égypte [...] Sa campagne de la Haj a été fort pénible, mais il prétend avoir complètement pacifié le pays [...] Il paraît se préoccuper de ce qui arrivera lorsque les troupes auront quitté le pays, cela il m'a prié de le traduire au général, et je l'ai fait fidèlement [...] Le Pacha m'a ensuite causé de l'Arabie [...] m'a demandé si on n'avait vraiment l'intention de créer des États indépendants : l'Asîr, le Hedjaz, le Yémen, si les Anglais dirigeraient la politique et si les Français n'auraient point leur part. [...] j'ai décliné de répondre, j'ai même demandé au Pacha de laisser ces questions qui n'étaient pas de ma compétence surtout dans les circonstances actuelles et comme, fort ennuyé de la tournure que prenait la conversation et ne voulait pas que l'on puisse croire qu'il y avait de ma part la moindre provocation, je cherchais à prendre congé du Pacha en quittant la Résidence, il m'a dit : je reviendrai à Aden sous peu, et je dirais au général Stewart que je veux vous voir, mais croyez-moi, il y a Hodeïda dans le Yémen et les Français y seraient les bienvenus. [...] Je me suis incliné sans répondre. »<sup>78</sup>

En partant de la Résidence, A. Riès ce fait accoster par le colonel Hassi bey [bay<sup>79</sup>], chef d'État-Major de Sa`ïd Pasha, qui lui demande sans préambule quand les Français occuperont Hodeïda et son hinterland laissant ce dernier encore plus embarrassé.

Suite à cette soirée qui faisait office de premier contact entre les Anglais et les Turcs, s'ensuivent d'autres négociations auxquelles A. Riès est régulièrement invité. Notamment à cette soirée du 1er janvier 1919, où le colonel Hakhi bey, envoyé du chef des armées turques au Yémen accompagné de son second, le major `Abdûl Razzâ. Le premier parlait français et le second l'arabe : « J'ai compris que ces officiers avaient été envoyés par Tezîfik Pacha, commandant en chef des troupes du Yémen, non pas pour discuter les conditions de la reddition, mais pour soumettre ces conditions. »<sup>80</sup> A. Riès conclue : « [...] on ne croit pas dans le Yémen à ce que disent les Anglais au sujet de la guerre, il paraîtrait que Tewfik Pacha, le général en chef et Mahmûd Aden, le Gouverneur de Sanaa ont su si bien faire circuler des nouvelles contradictoires, que tous leurs officiers sont persuadés que la guerre continue et que les armées turques sont victorieuses. »<sup>81</sup>

Lors des négociations de paix entre puissances occupantes du Yémen, les locaux ont été oubliés. C'est pourquoi le 12 janvier 1919, l'imam Yahyâ écrit au président de la République Française<sup>82</sup> afin d'intercéder en sa faveur plaçant la France et son représentant sur place dans une situation inconfortable vis-à-vis des Anglais. En résumé, l'imam Yahyâ s'impose comme le seul souverain et interlocuteur recevable au Yémen et tient à faire comprendre aux Anglais qu'au départ des Turcs, lui seul, peut et doit prendre leur place usurpée depuis longtemps<sup>83</sup>. La pierre d'achoppement entre l'imam Yahyâ et les Anglais, est le port d'Hodeïda que ces derniers ont pris le 8 décembre 1918 après un sévère bombardement<sup>84</sup>. En fait, l'Imam demande à ce que la France serve d'intermédiaire dans les négociations en cours. Remarquons que cette demande est la même que celle de Sa`ïd Pasha pour la Turquie impliquant la France malgré elle dans une région où ses intérêts sont minimes<sup>85</sup> en comparaison de ceux des Anglais. L'imam Yahyâ sort de la guerre à la tête d'un pays indépendant. Mais il reste cependant beaucoup à faire

notamment en ce qui concerne ses relations avec les Anglais. Ces derniers ont profité de la guerre pour pousser leurs pions : leur puissance en Égypte, leur influence en Arabie, leur encouragement à la sécession de l'Asîr en aidant Sayyid Muhammad b. `Alî al-Idrîsî. Tout est fait pour réduire l'influence de l'imam Yaya qui commence à réclamer leur retrait d'Aden et des régions du Sud de l'Arabie. Or l'éviction des Turcs d'Arabie, les désirs frustrés de l'Italie<sup>86</sup>, les espoirs Hachémites trompés par Londres et les réserves françaises à défendre ses propres intérêts en Arabie suite aux accords Sykes-Picot de 1916, sont autant de facteurs à renforcer la puissance anglaise dans la région.

Tout cela dépasse complètement A. Riès qui se voit acteur malgré lui. Lettres, télégrammes et rapports entre l'agence d'Aden et Paris sont nombreux car A. Riès demande ordres et instructions pour se sortir de ce guêpier yéménite.

Pour toutes ses actions durant la guerre à Aden A. Riès reçoit les félicitations de la Gazette of India du 03 juin 1918.

Le 10 août 1918, M. Riès qui pense à se retirer en métropole<sup>87</sup>, veut passer définitivement la main à son fils Adolphe qui s'est montré très capable durant quatre ans.

M. Riès écrit alors au ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon, afin de faire titulariser son fils Adolphe au poste d'agent consulaire de France à Aden. Cette titularisation est plus que nécessaire car comme l'écrit A. Riès lui-même aux Affaires étrangères dans un courrier du 10 juin 1918 : La guerre a donné à mon agence consulaire une importance capitale. Le travail a augmenté dans des proportions énormes et j'ai eu souvent à accomplir une besogne difficile et écrasante : « [...] les démarches accomplies depuis plus de 6 mois pour les marchandises françaises saisies, le ravitaillement de Djibouti dont je n'ai cessé de m'occuper depuis le début de la guerre, [...] »<sup>88</sup>.

Mais en juin 1919, A. Riès rentre en France pour raison de santé sans savoir que c'était la dernière fois qu'il voyait l'Arabie. Son frère Paul, tout juste rentré du Front, prend l'intérim.

Le 12 janvier 1920, P. Riès écrit à son supérieur à Bombay : « J'ai le profond regret de vous annoncer la mort<sup>89</sup> de mon frère, Adolphe Riès, titulaire de ce poste, décédé à Marseille le 6 janvier d'une congestion pulmonaire grippale. Je sais dans quel estime vous le teniez étant donné les services qu'il avait rendu au Département pendant toute la durée de la guerre, époque pendant laquelle il était resté fidèle à son poste à Aden sans jamais prendre aucun repos malgré tout le précaire de sa santé et vous comprenez mieux la perte irréparable qu'il est pour ma famille et pour moi tout particulièrement. »<sup>90</sup>

Au lendemain de cette lettre, P. Riès réécrit<sup>91</sup> à Bombay afin de demander sa titularisation dans le poste d'Aden. Son espoir est de ne pas perdre l'agence au profit d'une autre personne ou entreprise française de la place d'Aden comme les M.M. Dans le même ordre d'idée, P. Riès demande toujours à Bombay, le 19 mars 1920, que son agent en Érythrée, Louis Descovitch, vingt-sept ans, ayant fait toute la campagne de 14-18, blessé au Front, puisse ouvrir une agence consulaire soit à Asmara soit à Massaoua<sup>92</sup>.

Suit alors toute une série de courrier concernant les vacances de poste attribuée, soit à Louis Descovitch, soit à Marius Blanc, directeur de la Maison Riès à Aden déjà dans l'administration consulaire car détenteur du vice-consulat d'Espagne et de Russie.

Les Riès, père et fils, surent-ils toujours faire la différence entre les intérêts de la France à travers la gestion de l'agence impliquant une certaine réserve politique et commerciale et les intérêts propres de leur Maison ? Ont-ils abusés de leur position ? Diverses archives nous donnent des exemples tendant à nous prouver que l'exercice du pouvoir n'a pas

toujours était facile. À commencer par la plainte Besse en 1919. À la fin de la guerre, A. Riès a demandé et obtenu des décorations pour les officiers anglais aux commandes d'Aden durant la guerre. Antonin Besse se plaint de ces avantages et écrit des lignes assez dures à l'encontre de Riès :

« Monsieur le Ministre, Je me suis tracé comme ligne de conduite dans ma vie de ne jamais me plaindre lorsqu'il s'agit d'affaires personnelles et tant que le représentant de notre Pays, l'agent consulaire et négociant A. Riès, s'est borné à se servir du prestige que lui conférait son titre pour obtenir toutes sortes d'avantages et de privilèges, j'ai gardé le silence bien que souvent lésé dans mes intérêts et peiné dans mon amour pour ma Patrie<sup>93</sup>. Cette fois, cependant, je me vois obligé de sortir de ma réserve, puisqu'il s'agit d'un fait d'une très haute importance, qui touche à ce que nous avons de plus cher et sur lequel, vivant à l'étranger, un Français est plus particulièrement sensible, le renom de son Pays. [...]

La remise de ces décorations a eu lieu il y a quelques jours, et bien qu'en dehors de l'agent des Messageries maritimes je sois le seul Français à Aden, je n'ai pas voulu y assister, désirant protester par mon absence contre ces honneurs, à une exception près, tout à fait injustifiés.[...] En ce qui concerne le général Stewart [...] Ici il n'a rien fait d'appréciable et il ne jouit certainement pas de l'estime de ces subordonnés. Si je suis obligé de mentionner sa conduite privée c'est qu'elle est liée à celle de notre agent consulaire. Je n'en dirai pas plus long persuadé que si vous décidez de faire une enquête elle révélera promptement à ce sujet ce qui est dans toutes les bouches et alimente la chronique scandaleuse de la ville.

Le général Beatty à la tête d'une armée d'environ 10 000 hommes, avec canons puissants, ballons et avions, n'a pu réduire une poignée de turcs, à peine quelques centaines [...] Il y a dans sa politique avec le chef indigène des dessous obscurs qui, s'il était exacts, feraient de ce personnage un homme louche et dangereux [...] À mon avis c'est à cause de lui que la guerre au Yémen n'a pas été terminée dès le début [...]

Notre Ministre Plénipotentiaire à Addis Abeba, Mr de Coppet et notre Consul de Dire Daoua, Mr Boucoiran pourront vous donner leur opinion à mon égard. Ils me connaissent tous deux intimement et sont à même de vous assurer qu'aucun mobile intéressé n'a pu dicter ma lettre. Ils ignorent d'ailleurs ces incidents et que je vous écris.

[...] Nous vivons ici sous un régime très sévère. Censure, restrictions, prohibitions, interdictions forment un filet aux mailles serrées que la faveur seule peut ouvrir. Cette faveur s'exerce suivant le bon plaisir des hauts fonctionnaires et ils peuvent causer beaucoup d'ennuis à ceux qui vont à leur rencontre. [...] Elle vous montrera [l'enquête, qu'A. Besse], j'en suis sûr, la véracité de mes informations et vous prouvera combien il est dangereux de laisser à un poste aussi important qu'Aden un représentant dont l'honorabilité ne soit pas au dessus de tout soupçon et qui n'appartient pas à la carrière. »<sup>94</sup>

Est-ce l'histoire de Monfreid, qui date de la même année, qui lui a fait écrire ce rapport, des sentiments patriotiques, une rancune de commerçant, la jalousie du poste lui qui n'a pas eu celui d'Hodéïda ou des choses bien plus mystérieuses que nous ne saisissons pas ? En ce qui concerne A. Riès, il est vrai qu'il ne cachait pas ses relations amicales avec le général Stewart -et pour quelles raisons l'aurait-il fait ? Il est vrai que la place d'agent consulaire fait de nombreux envieux car l'enjeu demeure l'apport honorifique du poste, mais aussi les revenus en taxes. La « bataille » de l'agence consulaire d'Aden entre la Maison Riès et les M.M. n'a pas toujours été de très bon goût. À chaque changement de gérant, les M.M. tentent de récupérer « leur » agence. En 1923, par exemple G. Philippon,



le directeur général des M.M. ne recule pas devant les insinuations calomnieuses concernant L. Descovitch qui est vigoureusement soutenu par Paris<sup>95</sup>. Que les Riès père et fils confon-dirent par moment les intérêts de la France et ceux de leur Maison de commerce comme lors de l'achat de barbelés pour Djibouti en novembre 1917 où lors des festivi-tés du cinquantenaire de la République à Aden le 05 novembre 1920 offert par la Maison Riès, dû sûrement avoir lieu, suscitant la jalousie des autres maisons de commerces de n'avoir pas eu le marché. L'agence consulaire restera dans le giron de la Maison Riès jusqu'en 1928.

#### Conclusion

Maurice Riès se retira en France dès les années 20 pour laisser la gérance de l'entreprise à son fils Paul. Celui-ci, su maintenir l'entreprise familiale en l'agrandissant et pour cela associa ses enfants à la tâche. Il eut recourt également à des alliances économiques comme par exemple, celle entreprise avec cette autre Maison familiale, originaire de Marseille et installée en Égypte depuis le XIXe siècle dans le shipping, les Savon dont nous voyons toujours à Djibouti sur le fronton de l'entreprise, l'inscription : Savon & Riès. L'agence Riès d'Aden restera la maison-mère jusqu'en 1969 moment où elle ferma suite aux privatisations engendrées par la Révolution au Yémen du Sud<sup>96</sup>. P. Riès fut le dernier des diplomates.

#### Sources publiques

CADN (Centre des archives diplomatiques de Nantes) Aden, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 46 [dossier `Arthur Rimbaud'. Lettre de Paul Riès à Jules Mouquet (rédacteur de la première édition de la Pléiade, 1963) du 03.07.1945.]<sup>97</sup> Hodeïda, Affaires commerciales, 13. César Tian puis Tian et Riès (1883, 1884, 1898-1901, 1904-1906, 1910-1912, 1914)<sup>98</sup> Addis Abeba, série B, 31. Administration centrale, dossier du personnel, 47.

MAE (ministère des Affaires étrangères, Paris) Dossier personnel, Henry Riès, 252 [Henry Riès n'est pas de la famille Riès qui nous concerne. Il est archiviste au MAE.. Suite à une erreur des archivistes, j'ai retrouvé par hasard des papiers concernant les Riès de la mer Rouge dans ce dossier]. Annuaire diplomatiques et consulaires (« de la République française » à partir de 1870-72, Paris, Imprimerie Nationale ; puis encore de « l'État français » en 1941, Vichy, imprimerie Wallon. Correspondance consulaire et commerciale, Angleterre, Aden, 57. Aden, correspondance consulaire et commerciale, volume 2 : 1890-1901.

Archives nationales (Centre d'accueil et de recherche des Archives Nationales, Paris) Dossier de la Légion d'Honneur. Il n'existe pas dans la base `Léonore' de dossier Maurice Riès. Je sais qu'il l'a pourtant obtenu par un courrier de son fils Adolphe à l'Administration Centrale des Affaires étrangères en date du 10-07-1918. Où se trouve le dossier de M. Riès ?

Archives municipales de la ville de Marseille Extrait d'acte d'État civil, 9/623.

Correspondance avec : Mme Riès-Delarue, gérante des « Anciens comptoirs Savon & Riès » à Djibouti ; Alexandre Riès, pour m'avoir mis en relation avec son père, M. Bernard-Yves Riès, directeur des Établissements Riès à Addis Abeba et arrière petit-fils de Maurice Riès ; Centre français d'études yéménites [CFEY], Sanaa, Yémen ; Centre culturelle français Arthur Rimbaud de Djibouti, république de Djibouti ; le service de coopération et d'action culturelle français d'Addis Abeba, Éthiopie.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ (P.) Les archives du consulat français d'Aden comme sources sur la péninsule arabe et sources de géographie, Mémoire universitaire, Paris IV sous la direction de M. Ballard.
- BARDEY 1981 : Barr-Adjam, souvenirs d'Afrique Orientales, 1880-1887, précédé de Le patron de Rimbaud, Tubiana Joseph, CNRS, Paris.
- CATY (R.) & RICHARD (É.) 1986 : Armateurs marseillais au XIXe siècle, CCI, t.1, Marseille : 338.
- CHELHOD (J.) 1997 : L'Arabie du sud, histoire et civilisation. t1 : La société yéménite et ses racines ; t2 : La société yéménite de l'Hégire aux idéologies modernes ; t3 : histoire et civilisation/culture et institutions du Yémen, Maisonneuve et Larose, Paris.
- COLLECTIF Encyclopédie de l'Islam, Maisonneuve-Larose, Paris. 1995 : Le Yémen et la mer Rouge, Actes du colloque organisé au Sénat français : 29-30/11.1993, L'Harmattan, Paris : 104.
- DUBOIS (C.) 1997 : Djibouti, 1888-1967, L'Harmattan, Paris : 431.
- GRANDCLÉMENT (D.) 1990 : L'incroyable Henry de Monfreid, Biographie-Grasset, Paris : 417.
- HOKAYEM (A.) 1981 : L'Empire ottoman, les Arabes et les grandes puissances (1914-1920), Éd. universitaires du Liban, Beyrouth : 526. 1988 : Les Provinces arabes de l'Empire ottoman aux archives du Ministère des Affaires étrangères de France (1793-1918), Éd. universitaires du Liban, Beyrouth.
- JOINT-DAGUENET (R.) 1992 : Aux origines de l'implantation française en mer Rouge. Vie et mort d'Henri Lambert, consul de France à Aden 1859. L'Harmattan, Paris. 1997 : Histoire de la mer Rouge de Lesseps à nos jours, L'Harmattan, Paris : 566.
- LABROUSSE (H.) Récits de la mer Rouge et de l'Océan Indien, Économica, Paris : 338.
- LECLERC (C.) 1998 : Avec T.E Lawrence en Arabie La mission militaire française au Hedjaz (1916-1920), L'Harmattan, Paris, 1998 : 175.
- LEFRÈRE (J.-J.) 2001 : Arthur Rimbaud, Fayard, Paris : 1242.
- LE ROY Mgr (A.) 1894 : D'Aden à Zanzibar, Manne.
- MAILHAC-RAGGINI (É.) 1999 : Le capitaine Laurent Depui (1878-1947) Un agent français sur les deux rives de la mer Rouge, Aresae, Paris : 41.
- MANTRAN (R.) 1989 : Histoire de l'empire Ottoman, Fayard, Paris : 802.
- MATUCCI (M.) 1962 : Le dernier visage de Rimbaud en Afrique d'après des documents, Publications de l'Institut Français de Florence, Librairie Marcel Didier.
- MIÈGE (J.-L.) 1968 : L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours, SEDES, Paris : 419.
- MONFREID de (H.) 1937 : Le roi des abeilles, Grasset, Paris : 290.
- PETIT-FILS (P.) 1949 : L'œuvre et le visage d'Arthur Rimbaud. Essai de biographie et d'iconographie, Nizet, Paris : 325. 1982 : Rimbaud, Biographie-Julliard, Paris : 444.
- PIRONE (M.) 1961 : Appunti di storia dell'afrika, Ed. Recherche, Roma.
- POURQUIER (A.) 1942 : « Il n'y a pas de mystère Rimbaud », Les Amitiés de Saint Étienne (24-10)
- RIMBAUD (A.) 1972 : Œuvres complètes, Pléiade.

- ROUAUD (A.) 1979 : Les Yémen et leurs populations, éditions Complexe, Bruxelles : 240.  
 1990 : « Quand la France buvait du café au Yémen », extr. Baae : 73-77. 2002 : « Aden et la correspondance des consuls (1850-1900) », Pour une histoire du « fait maritime », sous la direction de Christiane Villain-Gandossi et Éric Rieth, CTHS-Histoire : 437-454.  
 SAINT-PROT (C.) 1997 : L'Arabie heureuse. De l'antiquité à Ali Abdallah Saleh, le réunificateur du Yémen, Ellipses, Lonrai : 221.  
 STARKIE (E.) 1982 : Rimbaud, Grandes biographie Flammarion (première édition : 1961) Paris : 722.  
 TIAN (A.) 1941 : « Pour la défense de quelques pionniers de notre empire. La vérité sur A. Rimbaud en Abyssinie. César Tian et A. Rimbaud firent-ils le commerce des armes et la traite des nègres ? » Le Feu, Aix-en-Provence, Juin : 171-176 ; le commerce des armes et la traite des nègres. Le billet d'Ilg à Rimbaud, trafiquant d'esclaves ibid., juillet 1941 : 213 ; César Tian et ses véritables affaires, correspondances avec Études, Lettres de J. Borelli et Mgr Jarosseau' Ibid., septembre-octobre 1941 : 265 et suivantes. 1942 : « La fin du mystère Rimbaud », Confluences, n°10 : 488-489. 1954 : À propos de Rimbaud, Mercure de France. (01-10)  
 VEILLON (C.) 1991 : « L'affaire de Cheikh Saïd (1868-1914). Une tentative d'implantation française au Yémen », Cahiers du GREMAMO (Groupe de recherches et d'études sur le Maghreb et le Moyen-Orient), X, 39-51.  
 VIGNÉRAS (S.) 1900 : Côte Française des Somalis Exposition Universelle de Paris (reproduit le rapport de Maurice Riès sur la route de Djibouti à Harar daté de 1894).

## NOTES

1. ROUAUD, *Aden et la correspondance des consuls (1850-1900)*.
2. CRAS, *Inventaire des archives rapatriées du vice-consulat de France à Aden (1858-1942)*.
3. Entretien téléphonique du 17 janvier 2005 avec Bernard-Yves Riès.
4. TIAN, à propos de Rimbaud : 249.
5. La première femme de Maurice Riès était-elle de la famille de Gabriel Guigniony, né en 1871, négociant français et agent consulaire de France à Harar au tournant du siècle, établi en Éthiopie depuis 1892 selon les archives du ministère des MAE ? [CADN. Fonds personnels et agences consulaires, 15. Dossier Égypte]. Il fut le premier employeur d'Henry de Monfreid.
6. Archives de la mairie de Marseille. Extrait d'acte de naissance, 9/623.
7. DE MONTIJO DE GUZMAN, Eugénia Maria, impératrice des Français [1826/1852-1870/1920]. Elle influença grandement Napoléon III quant à la défense des intérêts catholiques dans le monde.
8. CATY & RICHARD, *Armateurs marseillais au XIXe siècle* : 276.
9. Ce café venait en grande partie des hauts plateaux éthiopiens et de l'arrière pays yéménite principalement dans la région de Bayt al-Faqîh.
10. LEFRÈRE, *Rimbaud* : 1038. On aura tendance à prendre la factorerie Tian pour la maison Rimbaud d'Aden [Photographie publiée dans *l'illustration* du 21-09-1940 par Gaétan Fouquet]. Même légende, alimentant le mythe Rimbaud que celle de la maison de Harar !
11. Selon BARDEY, Moka était en ruine depuis l'invasion des tribus bédouines de l'intérieur. Le marché du café se déplaça tout naturellement à Hodeïda.

12. LEFRÈRE, *Rimbaud* : 1120. « Le commerce du café est peut-être le principal [d'Aden], et il est presque tout entier entre les mains d'un négociants français, M. César Tyan [sic] qui en expédie des quantités considéra-bles en Europe », Mgr Alexandre LE ROY, *D'Aden à Zanzibar*, Manne, 1894.
13. TIAN, à propos de Rimbaud : 250.
14. 12, rue Forest à Endoume.
15. TIAN, à propos de Rimbaud : 250.
16. BARDEY, *Barr-Adjam, souvenirs d'Afrique Orientales*, 1880-1887, précédé de *Le patron de Rimbaud*, TUBIANA Joseph, CNRS, Paris, 1981.
17. LEFRÈRE, *Rimbaud* : 1038. Selon A. TIAN, A. RIMBAUD aurait consentit à cette association sur les conseils de Jules BORELLI. Les écrits de A. TIAN sont à prendre avec méfiance car celui-ci est né le 21-06-1890 et n'arrive à Aden qu'en octobre 1890 après le mariage de son père. Il ne peut donc se souvenir de l'auteur d'*Une saison en enfer*.
18. M. RIÈS à A. TIAN, 12-05-1939 [MATUCCI, *Le dernier visage de Rimbaud en Afrique*.
19. ILG [1854-1916] ingénieur Suisse, conseiller de Ménélik.
20. PETIT-FILS, *Rimbaud*: 386.
21. HOKAYEM, *Les provinces arabes de l'empire Ottoman* : XLIII-XLIV.
22. Noix de betél, cinname, cardamome, gingembre, poivre et curcuma. Toutes viennent des Indes et de Chine.
23. Gomme arabique (qui vient de l'acacia et autres mimosées) et résine.
24. Le commerce est entre les mains des Arabes. Il existe aussi l'écaille de tortue dite *chelonina imbricata* et les cauris dits *cypraea moneta*.
25. MAE, Aden, CCC, vol. 2. Consul de France Guès à MAE, 01.12.1895.
26. En 1884, l'agence Tian d'Hodeïda est le représentant de la Société française des steamers de l'Ouest de la Compagnie Mesnier & Cie assurant une ligne régulière et mensuelle sur Hodeïda.
27. CADN, Hodeïda, 13. Demande de M. RIÈS au vice-consul France à Hodeïda, M. CASTELLI, de l'enregistrer sur les registres du consulat de France [12-02-1911].
28. La Maison Riès possédait un entrepôt sur le port même d'Hodeïda qu'il louait à une élite locale.
29. MAE, Aden, CCC, vol.2. Consul de France, Guès à MAE, 01.12.1895.
30. CADN, Aden, 17. R. Candy à Rés. Sup. Annam, 09-04-1926.
31. ROUAUD, Aden et la correspondance des consuls (1850-1900).
32. Voir Sources et bibliographie *in fine*.
33. Calcutta, puis Bombay en 1868.
34. JOINT-DAGUENET, *Aux origines de l'implantation française en mer Rouge. Vie et mort d'Henri Lambert, consul de France à Aden*, 1859.
35. En 1872, l'agence consulaire devient vice-consulaire.
36. À propos d'un règlement sur les indemnités de route et de séjour des agents des Colonies.
37. Les archives nous démontrent qu'un Maurice Riès est auxiliaire du consulat de France à Aden en 1945 [Dossier personnel, 3ème série, Henry Riès, 252] Est-ce un fils de Paul Riès ? Probablement ! Mais la même année la gérance revient aux M.M.
38. M. Riès était vice-président de la chambre de commerce d'Aden selon les archives [CADN, Personnel, administration centrale, 47].
39. Il y a une autre trace de ce personnage selon A. ROUAUD dans les CCC (II : 210).
40. 07/1897-11/1898.

41. Dû à l'ouverture du port de Djibouti et du dépôt de charbon basé à Périm qui attire 1/3 des navires de commerce et de guerre français.
42. CADN, Personnel, administration centrale, 47.
43. MAE, Dossier personnel, 2ème série, 847.
44. M. Riès apparaît pour la première fois dans l'ADC en 1904.
45. Vice-consulat de France à Aden : M. Riès [07/1897-11/1898] ; de Belabre [11/1898-05/1899] ; M. Riès [05/1899-01/1900] ; C. Tian [1900] ; M. Riès [1901-11/1902] ; C. Tian [11/1902-04/1903] Agence consulaire de France à Aden : M. Riès [1903-11/1905] ; C. Tian [11/1905-1906] ; M. Riès [1906-01/1909] ; C. Tian [01- 10/1909] ; M. Riès [10/1909-1914. Paul Riès prie la gérance de son père en 1912 et 1914] ; Adolphe Riès [1914-1919. Titularisé en 11/1918] ; P. Riès [1919].
46. En date du 22 septembre 1910.
47. Contrairement à son frère Adolphe, qui n'eut pas d'enfants, Paul Riès eut 3 garçons et 2 filles. L'un des fils s'appellera Bernard Riès (†2004) qui est le père de Bernard-Yves Riès actuellement à Addis Abeba. Un autre fils, Maurice, est le père de Madame Delarue-Riès toujours à Djibouti.
48. Les tribus Yéménites n'étaient pas à leurs premières révoltes contre l'occupant turc [1856, 1909, 1911].
49. CADN, Aden, 13. Rapport du 05-10-1909 au MAE.
50. Sa`îd Muhammad b. `Alî al-Idrîsî était le petit-fils d'Ahmad b. Idrîsî, fondateur de la *tariqa* des Ahmadiyya (Idrîsiyya) qui avait émigré du Maroc à Sabyâ laquelle devait devenir la capitale Idrîside. Comptant sur son grand prestige d'homme de religion, al-Idrîsî fit passer les basses terres sous son pouvoir. Allié aux Italiens en 1911, il fut le premier prince arabe indépendant à se ranger du côté des Britanniques en 1914, dans le but de chasser les Turcs du Yémen [HEADLEY, MULLINGAN, RENTZ, *Encyclopédie de l'Islam* : 731].
51. CADN, Aden, 13. Rapport sur le Somaliland, 10-12-1909.
52. Sa`îd Muhammad `Abd Allâh Hassân [1864-1920] était le chef d'un mouvement religieux somalien, qui avait pour motivation première de lutter contre les Italiens, les Éthiopiens mais surtout contre les Britanniques installés au Somaliland. La lutte dura de 1900 à 1920. Ce sont les Britanniques qui l'affublèrent du titre de *Mad* [Lewis, *Encyclopédie de l'Islam* : 391].
53. CADN, Aden, 13. Rapport sur le port d'Aden, 01-01-1910.
54. Shaykh Sa`îd : péninsule de la côte arabe de la mer Rouge se trouvant juste en face de l'île de Périm. Elle fut achetée au Shaykh yéménite `Alî Tabatt Dourein par la Maison Bazin & Rabaud de Marseille en 1868. La guerre de 1870 avec l'Allemagne, l'installation française à Obock en 1884, la mauvaise volonté de Paris à en prendre possession, l'hostilité des Anglais d'Aden, les lourds travaux nécessitant de gros capitaux pour rendre le mouillage viable et l'implantation turc sur le site, eurent raison d'une implantation française en Arabie. VEILLON,, *Cheikh Sa`îd*.
55. CADN, Aden, 12.
56. Sur le personnage : MAILHAC-RAGGINI, *Le capitaine Laurent Depui (1878-1947) - Un agent français sur les deux rives de la mer Rouge*.
57. CADN, Aden, 9.
58. Adolphe, de santé fragile est réformé du service militaire.
59. CADN, Aden, 14. Mobilisé le 13-09-1914. Démobilisé le 01-03-1919. Finit la guerre au grade d'adjudant- chef. Croix de guerre. Rejoint Aden le 09-06-1919.

60. CADN, Aden, 13. Ce même courrier d'A. Riès au MAE en date de 1916, précise que des Allemands auraient débarqués sur la côte Nord de la CFS, à Ambabbo [af. : forme dérivée de ambôbà le-kké « là où les dattes abondent »] afin de soulever les tribus Afar contre leurs colonisateurs Français et Italiens.
61. Ville et territoire de l'Arabie du Sud-ouest à une quarantaine de kilomètres au nord d'Aden. En 1735, Aden passa aux mains du sultan `Abd `Alî de Lahdj dont le descendant, Musin, fut contraint de la céder à l'expédition britannique de 1839 [SMITH, *Encyclopédie de l'Islam* : 606].
62. PIRONE, *Appunti di storia dell'africa*. Cette proposition contenue dans un courrier fut interceptée par le commissaire italien d'Alula en 1917.
63. MONFREID, *Le roi des abeilles* : 69. Monfreid connu un homme dénommé Shaykh `Isâ, qui guettait l'arrivée de bâtiments de guerre allemand pour hisser le drapeau allemand, qu'on lui avait fait parvenir.
64. C'est à l'instigation de plusieurs commerçants français qu'un vice-consulat fut ouvert à Hodeïda en 1880. Vacant durant plusieurs années, en 1894 c'est le grec Anastase Livierato qui en prit la gérance ainsi que ces employés durant ces vacances. En 1902, Antonin Besse, se plaignit d'être représenté par un Grec et demanda le poste. Les MAE gardèrent Livierato arguant que le sang importait moins que le prestige et l'influence de la Maison Livierato. Il fallut attendre 1912 pour voir un agent de carrière, Honoré Roux, installé sous la pression de P. Riès. Le poste avait le Yémen pour circonscription. C'est la guerre qui mit fin à l'existence du vice-consulat suite à la rupture des relations diplomatiques franco-turques.
65. Antonin Besse [1877-1951]. Originaire du Languedoc, cet ancien militaire arrive à Aden comme employé d'Alfred Bardey mais se met rapidement à son compte. Il jouera un grand rôle dans la résistance éthiopienne face au fascisme italien en 1936 et deviendra le plus grand commerçant européen de la mer Rouge. Il est le créateur du St Antony's College d'Oxford (1947). Sur le sujet voir : Footman, *Antonin Besse of Aden, the founder of Antony College of Oxford*. Basingstoke, Mac Millian, 1986 : 258.
66. CADN, Aden, 15. Expulsé sur dénonciation de 4 anciens matelots qui ont donné aux autorités anglaises moult détails sur les voyages et les marchandises trafiqués. Les autorités anglaises ne veulent plus revoir Monfreid à Aden avant la fin de la guerre et l'autorisent seulement à naviguer dans les eaux territoriales françaises.
67. GRANDCLÉMENT, *L'incroyable Henry de Monfreid* : 201. Il ne précise pas au profit de qui ?
68. CADN, Aden, 15. A. Riès à gouverneur Djibouti, 11-08-1917.
69. CADN, Aden, 9. Gouverneur Djibouti à A. Riès, 24-03-1919.
70. CADN, Aden, 16.
71. CADN, Aden, 15. A. Riès au gouverneur de Djibouti, 26-09-1918 : « J'entretiens ici non seulement des relations officielles très courtoises avec le général, mais aussi des relations personnelles très amicales et vous pouvez compter que je saurai toujours les mettre à profit lorsqu'il s'agira de rendre service à votre colonie. »
72. Les autorités indiennes ont été obligées d'importer du riz de Rangoon et du blé d'Australie et du Transvall.
73. CADN, Aden, 16. A. Riès au Gouverneur de Djibouti, 04-02-1919.
74. Af. : `angaru. Khor `Angar est la forme administrative. Localité située sur la côte nord d'Obock, au sud du ras Syyan occupé en 1884 par le commandant d'Obock, Léonce Lagarde au nom de la France. À l'époque de notre article (23.11.1916), cette localité fut le lieu d'un

accrochage entre une patrouille italienne et des nomades Afars [MORIN, *Dictionnaire historique afar* : 86].

75. CADN, Aden, 9. Gouverneur Djibouti à A. Riès, 20-12-1917. Ceci est la version officielle car la version officieuse est que ce personnage vient en réalité préparer l'arrivée du tout nouveau régent d'Éthiopie, le ras Tafari à Aden. A. Riès doit faciliter la mission de cet émissaire auprès des autorités anglaises.

76. CADN, Aden, 9. Ato Joseph, représentant éthiopien à Djibouti passe systématiquement par les autorités françaises pour régler les soucis de ses compatriotes en Arabie.

77. CADN, Aden, 9. Les Éthiopiens, une fois n'est pas coutume, achetèrent des armes aux Japonais. Ces armes ont été prises aux Russes au moment de la guerre de Manchourie. L'agent consulaire de France à Dire Daoua, M. Guignogny, négociant de son état, en relation avec M. Savouré, autre négociant français en Éthiopie sert d'intermédiaire avec les Japonais. Le gouverneur de Djibouti précise : « [...] il y a lieu de supposer que M. Savouré n'est que le prête-nom de M. Chefneux qui n'est pas en odeur de sainteté à Djibouti. »

78. CADN, Aden, 13. A. Riès à MAE., 06.11.1918.

79. Malgré maintes recherches je suis toujours étonné de voir que les officiers turcs portaient le titre de *bey*, nom sous lequel était désigné le monarque tunisien depuis 1705. Dans l'empire ottoman [*beg* en turc], selon MATRAND, *L'empire Ottoman*, le titre est donné à un chef militaire voir un chef de tribu. Il existe aussi des *beylerbey* [*beglerbeg* en Turc], gouverneur de province.

80. CADN, Aden, 13. A. Riès à MAE, 01.01.1919.

81. CADN, Aden, 13. A. Riès à MAE, 01.01.1919.

82. CADN, Aden, 13. Imam Yahyâ au président de la République Française, 12-01-1919.

83. Sans perdre le fait que les Turcs lui doivent de l'argent. Il demande à la France de l'aider à récupérer cette somme ! Il n'y a pas de petit profit. L'imam Yahyâ sort de la guerre à la tête d'un pays indépendant, mais se doit d'affronter les Anglais qui ont profités du vide laissé par l'armée Turque.

84. Les troupes turques d'Hodeïda n'étaient pas au courant de l'armistice qui était en négociation à ce moment là à Aden. À la vue des bateaux Anglais, les Turcs attaquèrent et les Anglais répliquèrent violemment.

85. SAINT-PROT, *L'Arabie heureuse*. Paris depuis la guerre a pratiquement renoncé à faire valoir ses droits sur Shaykh Sa`îd, abandonné le phare de Moka et arrêter les travaux du chemin de fer entre Hodeïda et Sanaa sans compter la mission militaire au Hedjaz durant la guerre [LECLERC, *Avec T.E Lawrence en Arabie - La mission militaire française au Hedjaz (1916-1920)*]

86. La participation de l'Italie à la guerre [23-05-1915] était conditionnée par des revendications coloniales en cas de partage des colonies allemandes ou portugaises dans le pacte secret de Londres signé le 26-04-1915. L'Italie avait demandé la neutralisation de l'Arabie et de la mer Rouge afin de faire du commerce librement. Les Italiens qui réclamaient Djibouti, point principal de toute réalisation économique en Éthiopie, pensaient donner comme compensation à la France, un point sur la côte Arabique de la mer Rouge. Mais les Italiens avaient-ils pensé à la réaction anglaise et surtout arabe ? Les accords de Saint-Jean-de-Maurienne [19-04-1917] prévoient que dans un éventuel partage de l'empire Ottoman, l'Italie aurait sa part en Anatolie, mais rien en Arabie. Le traité de Sèvres [10-08-1920] qui régla la succession de l'empire Ottoman n'apporta que des frustrations à l'Italie [MIÈGE, *L'impérialisme italien de 1870 à nos jours* : 99-119].

87. Vivre à Aden n'était pas une sinécure et M. Riès été souvent atteint de fièvres paludéennes.
88. CADN, Aden, 13. A. Riès à MAE, 10-06-1918.
89. Mort de la grippe espagnol [B.Y. Riès, entretien du 17-01-2005].
90. CADN, Aden, 14. P. Riès à Consulat de France à Bombay, 12-01-1920.
91. CADN, Aden, 14. P. Riès à Consulat de France à Bombay, 13-01-1920.
92. CADN, Aden, 14. P. Riès à Consulat de France à Bombay, 19-01-1920.
93. Du point de vue patriotique, A. Besse a su prouver ce sentiment durant la guerre italo-éthiopienne à la fin des années 30, en aidant, au nom de la France, la résistance éthiopienne. Voir WEERTS, " The late Mr Antonin Besse and the Ethiopian resistance during the years 1935-1940 », *Journal of Ethiopian Studies*, 4, 1966 : 175-178.
94. CADN, Aden, personnel, 47. A. Besse à MAE, 01-03-1919.
95. ROUAUD, *Aden et la correspondance des consuls (1850-1900)* : 449
96. Les Riès durent se rabattrent sur Djibouti et Addis Abeba, où ils travaillent toujours dans le commerce.
97. Inventaire des archives rapatriées du vice-consulat de France à Aden (1858-1942) par Anne-Sophie CRAS, archiviste-paléographe, 2002 : 17.
98. Inventaire des archives rapatriées du vice-consulat de France à Hodeïda (1880-1915) par Anne-Sophie CRAS, archiviste-paléographe, 2000 : 15.
- 

## RÉSUMÉS

Maurice Riès [1858-1945], originaire de Marseille, arrive à Aden en 1876 comme employé de César Tian. Très vite, il s'impose dans l'entreprise et devient l'associé de son patron en 1891. M. Riès est le dernier associé d'Arthur Rimbaud, et est avant-tout un négociant spécialiste du commerce yéménite et plus particulièrement du café qu'il exporte en Europe. Mais c'est aussi un diplomate et dès 1897, il devient l'agent consulaire de France à Aden. Cette gérance, il l'effectue en collaboration avec ses fils Paul et Adolphe Riès jusqu'en 1920. Les Riès par leurs actions commerciales et diplomatiques surent contribuer au renom de la France au Yémen mais aussi dans la région (mer Rouge, péninsule Arabique et corne de l'Afrique), région où ils sont toujours présents aujourd'hui.

## AUTEUR

LUKIAN PRIJAC

Docteur en histoire